



COMMISSION DE
L'OCÉAN INDIEN

**Revue de presse
du 10 au 16 Février 2018**

Les articles contenus dans ce document n'engagent que les auteurs et les sources dont ils émanent. Ils ne reflètent en aucun cas une position officielle de la COI

Sommaire

I. COI et ses projets

- 1.1 Développement durable 3**
- Éducation environnementale – L’EPP Tsilazaina brigue une médaille d’argent
- 1.2 Pêche 5**
- Pêche indianocéanique / Premier plan d’action régional sur la pêche thonière côtière
 - Océan Indien : déclaration commune sur la pêche thonière côtière
 - Maurice – Rencontre autour de la pêche thonière
 - Dans le Sud-Ouest de l’océan Indien : Lancement d’un plan sur la pêche thonière côtière
 - Coopération régionale. Plan d’action établi pour la pêche thonière côtière

II. Centres d’intérêts

- 1.1 Changement Climatique 12**
- Les Seychelles se joignent à 200 autres pays en plantant des arbres pour lutter contre le changement climatique
- 1.2 Energie Renouvelable 15**
- [Vidéo] Énergies renouvelables : L’Italie soutient Maurice à hauteur de 2 millions d’euros
- 1.3 Environnement 16**
- Reboisement : empreinte verte pour le MEEH
- 1.4 Tourisme 17**
- Kiosque de l’ONTM : Une nouvelle plateforme pour améliorer l’accueil des touristes

Éducation environnementale – L'EPP Tsilazaina brigue une médaille d'argent



Parmi les écoles-pilotes du programme Éco-école, l'EPP Tsilazaina a déjà décroché une médaille de bronze. Elle est maintenant en quête d'une médaille d'argent.

Partie d'un rien. L'École primaire publique de Tsilazaina figure parmi les bénéficiaires du programme Éco-école lancé en 2015 par **Islands**, de la **Commission de l'océan Indien (COI)**. Les efforts des enseignants, des parents et des membres de la communauté de base ont été récompensés. Au début, il n'y avait qu'un terrain vague, puis un bâtiment pour accueillir les élèves grâce à l'appui de l'association « Fraternité Amafisoa », ensuite avec la formulation d'un éco-code s'appuyant sur la solidarité, l'hygiène et la santé, l'école a gagné son premier pari récompensé par une médaille de bronze.

« Nous avons adhéré au programme Éco-école suite à une sollicitation de WWF Madagascar en marge d'un concours sur la lutte contre le changement climatique. Après une formation, nous avons mis en place un comité école qui a diagnostiqué le problème environnemental au niveau de l'école. Nous avons par la suite choisi le thème de gestion de déchets proposés par le programme. Les élèves ont émané l'éco-code "La vie saine" à partir duquel nous avons élaboré notre plan d'action. Nous avons commencé nos activités par l'assainissement, l'accès à l'eau potable, l'hygiène bucco-dentaire et la santé dans le préscolaire avec l'association Laurielle », expose Edwige Razafindrafara, directrice de l'école. Une formation en agriculture avec Formapro et un reboisement de cent plants d'arbres fruitiers se sont enchaînés pour égayer la cour. De ce fait, chaque élève se munit d'une bouteille d'eau tous les jours, pour arroser les jeunes plants.

Savoir-faire

Dans l'esprit de développement durable, la directrice explique que le programme Éco-école vise un changement de comportement allant des élèves aux parents, jusqu'à la population locale. Un atelier de travail manuel qui a pour but de faire acquérir un savoir-faire et de renforcer les compétences des élèves, a été initié. « Les élèves des classes de neuvième jusqu'en septième ont débuté avec la confection de foyers améliorés. Ensuite, ils fabriquent des trousseaux, des sacs en tissu et en feillard. Ils se chargent du montage de l'armature mais la finition revient aux formateurs », poursuit la directrice. La vente des produits artisanaux renfloue ainsi la caisse de l'école.

L'obtention d'une médaille d'argent requiert un autre effort de la part de cette EPP. Les élèves se concentrent cette année sur l'aménagement d'un jardin potager dont les produits de verger contribueront à améliorer la nutrition scolaire. L'objectif ultime étant le drapeau vert, un label international.

À Madagascar, Madagascar national Parks coordonne le programme national. D'après Fanja Olga Randriamanantena, responsable de l'éducation environnementale, trente-huit écoles sont inscrites dans la phase d'extension du programme et de diffusion. Le comité national cible cent établissements scolaires, à partir de cette année.

Farah Raharijaona

Pêche indianocéanique / Premier plan d'action régional sur la pêche thonière côtière

Une trentaine de pêcheurs et représentants des autorités de l'Union des Comores, de la France (Réunion), du Kenya, de Madagascar, de Maurice, des Seychelles et de la Tanzanie se sont réunis du 5 au 7 février pour discuter de l'avenir de la pêche thonière côtière. Et pour la première fois, un plan régional intégrant les sept pays riverains a été ressorti et présenté à l'assemblée.



Une trentaine de pêcheurs et de représentants des autorités des 7 pays riverains se sont réunis du 5 au 7 février à Maurice pour échanger sur l'avenir de la pêche thonière. Cette rencontre qui vise à augmenter l'investissement

dans le secteur de la pêche thonière côtière est organisée par la Commission de l'océan Indien, à travers son **programme SmartFish** financé par l'Union européenne. Au cours de ces trois jours de réunion intensive et multidisciplinaire, les experts et les champions des sept Etats représentés ont dressé un inventaire de leurs pêcheries de thonidés et examiner les causes profondes des résultats mitigés du déploiement de DCP au bénéfice des pêcheries côtières par les agences régionales et internationales.

Pour la première fois, un plan régional sur la pêche thonière côtière intégrant les sept pays a été présenté à Maurice. Il a été élaboré sur la base d'un diagnostic approfondi du secteur par le **programme SmartFish** de la **Commission de l'océan Indien (COI)**, financé par l'Union européenne. « Ce plan a pour ambition de faire naître l'esprit d'entrepreneuriat au sein des communautés de pêcheurs de ces pays, explique Sunil Sweenarain, coordinateur du **programme SmartFish**. Il est temps que la région se dote d'un outil régional économiquement ambitieux pour cette ressource migratoire. Cela permettra d'amplifier la part du secteur de la pêche artisanale dans les économies nationales et régionale ».

Le plan englobe quatre axes principaux à savoir la modernisation et l'innovation technique qui intègre les points cruciaux comme la sécurité en mer, la rentabilité de la pêche, l'amélioration de la qualité du produit ; le

développement du produit et le marketing qui touche les aspects phytosanitaires et hygiénique du poisson, ainsi que l'accès au marché ; la gestion et la gouvernance de la pêche thonière côtière qui inclut l'amélioration de la collecte de données, le renforcement des institutions scientifiques et les mécanismes de financement innovant qui englobe l'amélioration des compétences commerciales et entrepreneuriales dans le secteur de la pêche thonière côtière ainsi que la mobilisation de fonds au bénéfice des pêcheurs artisanaux.

« *Cet objectif de faire du pêcheur un business man correspond aux aspirations de la Fédération des pêcheurs artisans de l'océan Indien* », souligne Hervé Raherimiamina, vice-président de cette fédération. La rencontre organisée par le **programme SmartFish** s'est conclue avec l'adoption d'une déclaration commune qui reconnaît la contribution concrète que peut avoir la pêche thonière côtière au développement économique. Les participants ont également insisté sur la nécessité d'une gestion responsable de cette filière en conformité avec les Objectifs de développement durable. Pour rappel, la capture annuelle de la pêche thonière côtière des cinq Etats membres de la Coi est répartie comme suit : Union des Comores (16 000t) avec 1670 pirogues, France/La Réunion (2 870t) avec 180 pêcheurs, Madagascar (52 000t) avec près de 100 000 pêcheurs, Maurice (250t) avec 300 pêcheurs, Seychelles (3 530t) avec 30 bateaux semi-industriels.

Mohamed Youssef

Océan Indien : déclaration commune sur la pêche thonière côtière



7 pays de la zone Sud-Ouest de l’océan Indien se sont réunis à Maurice pour mettre en place un plan régional sur la pêche thonière.

Plusieurs représentants de l’Union des Comores, de la France (Réunion), du Kenya, de Madagascar, de Maurice, des Seychelles et de la Tanzanie se sont retrouvés à Maurice pour trouver un accord sur la pêche thonière côtière.

Un accord commun entre les 7 pays

La rencontre entre ces pays s’est terminée par l’adoption d’une déclaration commune. Ce plan reconnaît la contribution de la pêche thonière au développement économique. "Il a pour ambition de faire naître l’esprit d’entrepreneuriat au sein des communautés de pêcheurs de ces pays", explique Sunil Sweenarain, coordinateur du **programme SmartFish**. Les objectifs sont de mettre en place une gestion responsable de la filière dans l’océan Indien, tout en respectant le développement durable.

3 jours de discussions

Ces 7 pays se sont donné rendez-vous à Maurice depuis lundi 5 février. La **Commission de l’Océan Indien (COI)** est à l’origine de cette réunion. À travers son programme SmartFish financé par l’Union Européenne (UE), la **COI** entend discuter avec les pays de la zone Sud-Ouest de l’océan Indien, de l’avenir de la pêche thonière côtière. Un diagnostic a été effectué.

Rappel des chiffres de la pêche thonière

- Union des Comores : 16 000 tonnes
- France (Réunion) : 2 870 tonnes
- Madagascar : 52 000 tonnes
- Maurice : 250 tonnes
- Seychelles : 3 530 tonnes

Maurice – Rencontre autour de la pêche thonière



La commission de l’océan Indien a organisé une réunion de pêcheurs professionnels sur l’avenir de la pêche thonière. Un plan régional a été élaboré.

Une trentaine de pêcheurs et de représentants des autorités de l’Union des Comores, de la Réunion, du Kenya, de Madagascar, de Maurice, des Seychelles et de la Tanzanie se sont réunis à Maurice pour discuter ensemble de l’avenir de la pêche thonière côtière. Cette rencontre qui vise à augmenter l’investissement dans le secteur de la pêche thonière côtière est organisée par la **Commission de l’océan Indien**, à travers son **programme SmartFish** financé par l’Union européenne. Le thon figure aujourd’hui parmi les espèces les plus importantes économiquement au niveau mondial. Les communautés de pêche côtière se servent des dispositifs de concentration de poissons (DCP), utilisés depuis des siècles pour pêcher le thon et les espèces apparentées. L’océan Indien est une importante zone de pêche pour le thon listao, le thon jaune et le thon obèse/albacore. La capture annuelle de la pêche thonière côtière des cinq États membres de la **Commission de l’océan Indien** est répartie comme suit : Union des Comores (16 000t) avec 1 670 pirogues, France/ La Réunion (2 870t) avec cent quatre-vingts pêcheurs, Madagascar (52 000t) avec près de cent mille pêcheurs, Maurice (250t) avec 300 pêcheurs, Seychelles (3 530t) avec trente bateaux semi-industriels. Un plan régional sur la pêche thonière côtière intégrant les sept pays riverains du Sud-Ouest de l’océan Indien a été présenté. Ce plan a été élaboré sur la base d’un diagnostic approfondi du secteur par le **programme SmartFish**. Il englobe quatre axes principaux: la modernisation et l’innovation technique qui intègre les points cruciaux comme la sécurité en mer, la rentabilité de la pêche, l’amélioration de la qualité du produit, le développement du produit et le marketing qui touche les aspects phytosanitaires et hygiénique, du poisson, ainsi que l’accès au marché; la gestion et la gouvernance de la pêche thonière côtière qui inclut l’amélioration de la collecte de données, le renforcement des institutions scientifiques; les mécanismes de financement innovant qui englobe l’amélioration des compétences commerciales et entrepreneuriales dans le secteur de la pêche thonière côtière.

Dans le Sud-Ouest de l'océan Indien : Lancement d'un plan sur la pêche thonière côtière



Pour la première fois, un plan régional sur la pêche thonière côtière, intégrant les sept pays ou îles du Sud-Ouest de l'océan Indien (Union des Comores, La Réunion, Kenya, Madagascar, Maurice, Seychelles et Tanzanie), a été présenté le mercredi 7 février 2018

à Maurice. Il a été élaboré sur la base d'un diagnostic du secteur par le programme SmartFish de la **Commission de l'océan Indien (COI)**, financé par l'Union européenne. Nous publions ci-après le communiqué de **la COI**. (Photo **COI**)

" Ce plan a pour ambition de faire naître l'esprit d'entrepreneuriat au sein des communautés de pêcheurs de ces pays ", explique Sunil Sweenarain, coordinateur du **programme SmartFish**. " Il est temps que la région se dote d'un outil régional économiquement ambitieux pour cette ressource migratoire. Cela permettra de d'amplifier la part du secteur de la pêche artisanale dans les économies nationales et régionale ", déclare-t-il.

Le plan d'action qui a été préparé et discuté par les participants englobe quatre axes principaux :

La modernisation et l'innovation technique qui intègre les points cruciaux comme la sécurité en mer, la rentabilité de la pêche, l'amélioration de la qualité du produit ; Le développement du produit et le marketing qui touche les aspects phytosanitaires et hygiénique du poisson, ainsi que l'accès au marché ; La gestion et la gouvernance de la pêche thonière côtière qui inclut l'amélioration de la collecte de données, le renforcement des institutions scientifiques ;

Les mécanismes de financement innovant qui englobe l'amélioration des compétences commerciales et entrepreneuriales dans le secteur de la pêche thonière côtière ainsi que la mobilisation de fonds au bénéfice des pêcheurs artisanaux.

" Cet objectif de faire du pêcheur un business man correspond aux aspirations de la Fédération des pêcheurs artisans de l'océan Indien ", souligne Hervé Raherimiamina, vice-président de cette fédération. La rencontre organisée par le **programme SmartFish** s'est conclue avec l'adoption d'une déclaration commune qui reconnaît la contribution concrète que peut avoir la pêche thonière côtière au développement économique.

Les participants ont également insisté dans cette déclaration sur la nécessité d'une gestion responsable de cette filière en conformité avec les Objectifs de développement durable. Pour rappel, la capture annuelle de la pêche thonière côtière des cinq États membres de la **Commission de l'océan Indien** est répartie comme suit : Union des Comores (16 000t) avec 1670 pirogues, France/La Réunion (2 870t) avec 180 pêcheurs, Madagascar (52 000t) avec près de 100 000 pêcheurs, Maurice (250t) avec 300 pêcheurs, Seychelles (3 530t) avec 30 bateaux semi-industriels.

COI et ses Projets

Pêche

l'express

12 Février 2018

<https://www.l'express.mu/>

Coopération régionale. Plan d'action établi pour la pêche thonière côtière

LA pêche a été bonne ! Les trois jours d'atelier régional sur la pêche thonière côtière, organisés par le programme *SmartFish* de la Commission de l'océan Indien, se sont révélés fructueux. Pour cause : un plan d'action régional sur la pêche thonière côtière, intégrant les sept pays riverains du sud-ouest de l'océan Indien, a été présenté à l'issue des séances de travail, le 7 février à Maurice. Une première pour la région. Parmi les pays concernés : l'Union des Comores, l'île de la Réunion, le Kenya, Madagascar, Maurice, les Seychelles et la Tanzanie.

«Ce plan a pour ambition de faire naître l'esprit d'entrepreneuriat au sein des communautés de

pêcheurs de ces pays», avance Sunil Sweenarain, coordinateur du programme *SmartFish*. Il ajoute qu'il est temps que la région se dote d'un outil régional «économiquement ambitieux pour cette ressource migratoire». Ce qui devrait, à terme, permettre de mieux intégrer le secteur de la pêche artisanale dans les économies nationale et régionale, soutient-il.

Le plan d'action préparé par les participants des pays susmentionnés englobe quatre axes principaux. A savoir la modernisation et l'innovation technique ; le développement du produit et le marketing ; la gestion et la gouvernance de la pêche thonière côtière et les mécanismes de financement innovants.



Les participants au moment de la signature du plan d'action, le 7 février.

12 Février 2018

<http://www.seychellesnewsagency.com/articles/8672/Les+Seychelles+se+joignent+++autres+pays+en+plantant+des+arbres+pour+lutter+contre+le+changement+climatique>

Les Seychelles se joignent à 200 autres pays en plantant des arbres pour lutter contre le changement climatique



Les participants à l'initiative de planter 200 plantes endémiques et indigènes à Praslin en mars 2018. (Seychelles News Agency)

Les Seychelles figurent parmi les 200 pays participant à un nouveau projet de plantation d'arbres afin de contrer l'évolution climatique. L'initiative du Rotary International verra la plantation d'arbres endémiques, fruitiers et ornementaux à partir du mois de février.

Le nouveau gouverneur de district du Rotary International, Manoj Vaghjee, a récemment rencontré le président Danny Faure afin de discuter du projet.

« Le changement climatique est un problème important et global et beaucoup de choses sont faites pour que l'on s'adapte à ce changement. Un des moyens est de planter des arbres. Nous avons discuté du projet avec le président car c'est quelque chose que nous voulons faire en partenariat avec le gouvernement et le secteur privé », a déclaré M. Vaghjee. M. Vaghjee a dit que c'est un projet que tous les Rotary Clubs dans le monde entreprendront cette année. Le club a entamé la discussion avec les autorités pour finaliser tous les détails du projet financé par le Rotary International. "Une fois toutes les consultations terminées, nous espérons pouvoir commencer les activités de plantation en février. Ce projet présente des avantages pour la conservation de l'environnement et le changement climatique, sachant que ce pays est très avancé en matière de problèmes environnementaux.

« Avec le réchauffement planétaire et la production de dioxyde de carbone, il est nécessaire que le monde passe au vert en plantant plus d'arbres. Nous avons aussi le problème de l'érosion, en plantant des arbres, nous n'allons pas seulement empêcher l'érosion des sols, mais nous atténuons aussi les impacts du climat. " M. Vaghjee a déclaré qu'il espère qu'une fois la plantation terminée, ces zones pourraient être nommées après les clubs. Le

gouverneur de district ajoute que les plantations peuvent être fait dans des endroits ouverts ainsi que le long des rues. Au fil des ans, les Seychelles - un groupe d'îles de l'océan Indien occidental - ont entrepris plusieurs activités de plantation d'arbres afin de lutter contre le changement climatique ainsi que la restauration des zones de montagne et pour prévenir l'érosion, en particulier dans la région côtière.



L'initiative vise à créer un réseau de programmes de conservation des forêts dans les 53 nations du Commonwealth. (Seychelles News Agency) Photo License. CC-BY

Ceux-ci ont été réalisés en partenariat avec des groupes locaux, régionaux et internationaux ainsi qu'avec des entreprises, des écoles et d'autres institutions.

L'année dernière, la nation insulaire s'est jointe à l'initiative Queen's Commonwealth Canopy, où 20 000 arbres devraient être plantés au cours des deux prochaines années. L'initiative vise à créer un réseau de programmes de conservation des forêts dans les 53 nations du Commonwealth. En juin 2012, une campagne de plantation de 20 000 arbres a été lancée par l'ancien président James Michel. La campagne s'est achevée en décembre 2013 où les 100 derniers arbres ont été plantés à La Digue - la troisième île la plus peuplée des Seychelles.

Parmi les autres initiatives passées, on peut citer celle réalisée en partenariat avec La Réunion - un département français de l'océan Indien - à travers le CIRAD, un centre de recherche français travaillant avec les pays en développement afin d'aborder les questions internationales d'agriculture et de développement. Grâce à cette initiative, une pépinière de plantes indigènes a été développée sur l'île Curieuse - un parc national près de Praslin - la deuxième île de la nation insulaire.

L'île Curieuse est gérée par l'Autorité des parcs nationaux des Seychelles. Le directeur général de l'autorité a dit à la SNA qu'elle était favorable aux initiatives de plantation d'arbres. Ajoutant que chaque année, l'autorité vise à planter 20 000 arbres. "Nous plantons normalement des arbres qui ont une valeur commerciale comme l'acajou ainsi que ceux qui sont endémiques et indigènes", a déclaré Flavien Joubert. M. Joubert a déclaré que la plantation d'arbres fait partie de leurs efforts de conservation ainsi que la réhabilitation des zones touchées par l'érosion. "Curieuse est un exemple où nous avons besoin de reboisement car il y a de l'érosion dans certaines régions montagneuses. Donc, beaucoup de ces activités consistent à planter là où l'érosion est une menace. "

Pour les plantations d'arbres, l'autorité aime s'associer avec d'autres organisations afin de sensibiliser le public à la nécessité de la conservation. Isabelle Ravinia responsable de la sensibilisation à l'autorité a déclaré que l'un des principaux partenaires sont les écoles. "Pour commémorer la Journée nationale des aires protégées observée localement le 31 janvier, l'autorité s'est associée aux enfants des écoles pour planter des arbres." Mme Ravinia a déclaré "300 plantes endémiques, connues localement comme « Latanier plat » ont été plantés à San Soucis. Cette activité a été réalisée avec des écoliers de l'école primaire de Persévérance. "

Le Rotary est une organisation mondiale de plus de 1,2 million d'entreprises, de professionnels et de leaders communautaires. Il existe plus de 32 000 Rotary clubs dans plus de 200 pays et zones géographiques. Les clubs ne sont affiliés à aucune religion ou parti politique et offrent un service volontaire et un soutien humanitaire. Les Seychelles font partie du District 9220 avec cinq autres pays : l'île Maurice, La Réunion, Mayotte, Les Comores et Djibouti. Il y a deux Clubs Rotary aux Seychelles, les Clubs Rotary Victoria et Coco de Mer.

By : Sharon Ernesta, traduit par Rudie Bastienne

12 Février 2018

<http://ionnews.mu/video-energies-renouvelables-litalie-soutient-maurice-a-hauteur-de-2-millions-deuros-120218/>

[Vidéo] Energies renouvelables : L'Italie soutient Maurice à hauteur de 2 millions d'euros



Maurice reçoit le soutien de l'Italie dans le domaine des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique. Et une enveloppe de 2 millions d'euros pour financer projets et activités qui y sont liés. Ivan Collendavelloo sait déjà à quoi une partie de cette aide sera destinée : l'achat de pompes solaires pour la Central Water Authority, et

promotion de l'usage de l'énergie solaire dans l'agriculture. L'accord-cadre a été signé ce lundi 12 février à Ebène. Il porte entre autres sur la coopération au niveau de la recherche, de l'introduction de nouvelles technologies et de faciliter les *joint-ventures*, notamment pour ce qui est des énergies renouvelables, et le renforcement du réseau électrique pour intégrer les énergies renouvelables. C'est surtout au niveau de l'énergie solaire que de « *bonnes avancées* » ont été notées sur le plan local, fait ressortir Collendavelloo, chargé du portefeuille de l'Energie. Mais Maurice doit développer d'autres sources de renouvelables, reconnaît-il. Et de mentionner un « projet pilote » à Souillac, de production d'énergie houlomotrice (celle des vagues) piloté par une entreprise australienne, Carnegie Wave Energy Ltd, avec le soutien du gouvernement australien. Fin juin 2016, la collecte de données avait démarré suivant l'installation de dispositifs de surveillance des vagues. Une étude qui a duré six mois sur cinq sites au large de Souillac. Les résultats avaient été discutés lors d'un atelier de travail le 25 mai 2017. La compagnie devait par la suite proposer une feuille de route au gouvernement mauricien, une analyse des ressources houlomotrices de Maurice comprenant un site potentiel où installer une centrale électrique de ce type, de même qu'un mini réseau électrique pour une unité de dessalement à Rodrigues.



<https://www.youtube.com/watch?v=10Ne0ohd4cQ>

Reboisement : empreinte verte pour le MEEH



La grande famille du ministère de l'Eau, de l'énergie et des hydrocarbures (MEEH) ainsi que les organismes rattachés se sont retrouvés, hier, à Talatavolondry pour effectuer leur devoir de citoyen : le reboisement.

Le choix de cette localité n'est toutefois pas fortuit. Elle a été choisie depuis quelques années comme site de reboisement du ministère

étant donné qu'elle se situe en amont de Manandriana, lieu de captage d'eau pour le réseau nord d'Antananarivo.

« La plantation des arbres dans cette localité vise à augmenter la couverture forestière et donc, à améliorer le captage de l'eau pour la partie nord de la capitale. Nous profitons tous des bienfaits procurés par la forêt. Nous devons nous donner comme objectif de couvrir d'arbres toute cette partie déboisée mais également l'ensemble du pays », a souligné à cette occasion le ministre Lantoniaina Rasoloelison.

Et pour cette année, 3.000 jeunes plants ont été mis en terre, entre autres, des « *aviavy* » et des « *amontana* » mais surtout des érables. Ces derniers servent notamment à la fabrication des poteaux électriques pour la Jirama. En prenant l'exemple de Mayotte, qui condamne et applique la peine d'emprisonnement à tous ceux qui coupent un arbre et déboisent la forêt, le ministre a ainsi sensibilisé la population à bannir tout acte de destruction des forêts et des espaces boisés et surtout les feux de brousse. Il a également lancé un appel à tous les responsables pour relayer ce message pour le bien de l'environnement et pour le bien de tous et par la suite, de réprimer ces actes par des sanctions sévères.

Arh.

Kiosque de l'ONTM : Une nouvelle plateforme pour améliorer l'accueil des touristes



Toutes les parties prenantes lors de l'inauguration du kiosque de l'ONTM.

L'accueil et les informations constituent des éléments importants visant à rehausser l'image de la destination Madagascar.

Le nouveau kiosque d'information de l'Office National du Tourisme de Madagascar (ONTM) a été déplacé dans un endroit stratégique. C'est juste à la sortie de la sous-douane des voyageurs à l'arrivée internationale et à proximité de l'accès au Terminal des vols domestiques dans l'enceinte de l'aéroport international d'Ivato. « Il s'agit d'une nouvelle plateforme pour

améliorer l'accueil des touristes. En plus, ceux-ci y pourront acquérir toutes les informations concernant le secteur du tourisme. L'objectif étant d'améliorer la visibilité de la destination Madagascar », a déclaré Joël Randriamandranto, le Président du Conseil d'Administration de l'ONTM lors de l'inauguration de ce nouveau kiosque d'information hier à Ivato.

Service au top. « Plus moderne dans son design, ce kiosque est équipé d'un écran TOTEM tactile et arbore les visuels du nouveau branding de la destination. De couleur grise et blanche, il adopte par ailleurs la nouvelle charte couleur de Ravinala Airports, gestionnaire de l'aéroport international d'Ivato », a-t-il rajouté. En outre, « l'ONTM formera bien des agents travaillant dans le kiosque en matière d'accueil malgré le fait que notre population est réputée pour son accueil chaleureux au niveau mondial. Des formations spécifiques sur le tourisme, la géographie et l'histoire de Madagascar leur sont également prodiguées. Il faut que le service offert soit bien au top car c'est le premier bureau installé à la porte d'entrée du pays », a-t-il enchaîné. Le ministère du Tourisme a loué les efforts entrepris par l'ONTM en mettant en place ce Kiosque d'information. En effet, « l'accueil et les informations constituent des éléments importants visant à rehausser l'image de la destination », a soulevé Toky Rabeson, le directeur général du

Développement du Tourisme.

Valoriser les atouts. Par ailleurs, le kiosque mettra à la disposition de tous les voyageurs, toutes les informations concernant les produits et les offres de tous les opérateurs œuvrant dans le secteur du tourisme, et ce, répartis dans toutes les régions de l'île, via des brochures, des cartes, des magazines et des flyers. On peut citer notamment les hôteliers, les restaurateurs, les agences de voyages, les Tours Opérateurs, les loueurs de voitures et bien évidemment tous les Offices Régionaux du Tourisme qui vont y publier toutes les informations concernant leurs circuits et leurs spécificités touristiques de leurs régions respectives. « Ce kiosque propose ainsi aux visiteurs, une première approche inédite de la Destination Madagascar.

L'objectif vise à améliorer leur accueil dès leur arrivée sur le territoire national et à valoriser les atouts de son offre touristique y inclus les activités phares du pays », a fait savoir Joël Randriamandranto. Pour sa part, Ravinala Airport, représenté par son directeur général Vincent Devauchelle, ne ménage pas ses efforts pour améliorer l'accueil des touristes aussi bien nationaux qu'étrangers en termes d'infrastructures.

Navalona R.